

- e) priorités sectorielles: pour qu'à l'avenir l'aide canadienne au développement porte encore davantage sur les problèmes les plus aigus que connaissent les pays en développement, les secteurs jugés critiques de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie et du développement des ressources humaines sont désormais prioritaires.

Le tableau 1 montre les tendances récentes des décaissements au titre de l'aide.

AIDE CANADIENNE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT DU COMMONWEALTH

L'aide canadienne aux pays en développement du Commonwealth n'obéit pas à une politique particulière, mais ces pays sont en quelque sorte privilégiés parce qu'ils sont unis au Canada par un riche réseau de liens culturels, historiques, politiques et commerciaux établis de longue date.

L'aide canadienne à ces pays est acheminée par cinq voies:

i) Programme bilatéral

L'aide bilatérale, c'est-à-dire de gouvernement à gouvernement, est consentie sous forme de dons ou de prêts à des conditions extrêmement favorables, la proportion entre les deux étant à peu près égale depuis quelques années. Les dons sont généralement affectés à l'assistance technique ou à de petits projets nécessitant la présence de conseillers et de moniteurs. L'aide alimentaire fait normalement partie des dons. Quant aux prêts, ils sont consentis pour l'achat de biens canadiens ou pour la réalisation de grands projets d'équipement. Toutefois, à la suite de la Conférence sur la coopération économique internationale tenue à Paris en 1976-1977, le Canada a décidé que toute l'aide acheminée aux pays considérés comme les moins développés serait dorénavant composée exclusivement de dons et il a annulé l'encours de la dette de ces pays au titre de l'APD.

Si l'aide bilatérale est principalement affectée à l'achat de biens et de services canadiens, nécessaires à la réalisation de programmes et projets retenus d'un commun accord, un pourcentage maximal de 20 pour cent de l'ensemble des crédits bilatéraux d'une année peut servir à l'acquisition de ressources non canadiennes lorsque cela s'avère indispensable pour répondre le plus efficacement possible aux besoins du développement.